

LA CHRONIQUE DE FAVILLA

Une sorte d'Etat

Tout le monde est penché au chevet du Parti socialiste. On passera sur la diversité des mobiles de cette sollicitude générale. Une chose est sûre, tout le monde en convient, et les socialistes eux-mêmes : il faut renouveler le « logiciel » du parti, comme on dit aujourd'hui pour parler de la pensée. Les syndromes sont connus. Il a entretenir trop longtemps une révérence à l'égard des thèmes d'extrême gauche sans s'apercevoir qu'elle était en train de disparaître. A force d'exploiter le « politiquement correct » sur les problèmes sociaux ou les banlieues, il a fini par rejeter dans l'ordre de l'incorrect la plupart des approches réalistes, au premier rang desquelles celles des Français sur le terrain. Et, au pouvoir, il a paru écartelé entre les lois de la gestion et celles de l'orthodoxie. Inutile de poursuivre une analyse reconnue. Sauf pour évoquer l'une des raisons pour lesquelles, sans doute, ce parti éprouve tant de difficultés à se rénover ou à se

réformer. C'est qu'il est lui-même organisé comme un Etat.

Comme un Etat, il est fondé sur des valeurs suprêmes, inscrites dans sa Constitution (les statuts) et s'imposant à sa gestion. Que, parmi elles, figure le « socialisme » alourdit ses principes d'une charge rétrograde depuis la chute du mur de Berlin, la modernisation des partis de gauche européens et l'évidente nouvelle donne de la globalisation. Ces rénovations s'imposent naturellement à tous les partis, mais elles prennent chez lui la dimension d'une révision constitutionnelle. S'il devait appliquer la même lourdeur à se convertir à la social-démocratie prônée par DSK (ce qui serait un séisme pour certains), il pourrait bien n'y entrer qu'au moment où elle-même se démoderait déjà... Cet Etat idéologue ayant adopté une démocratie parlementaire interne, les moindres évolutions y sont l'objet de longs débats que l'organisation des « courants », sortes de groupes parlementaires, achève de consacrer.

Ainsi la culture interne finit par attacher plus d'importance à un débat bien argumenté qu'à une décision bien prise. Enfin, comme dans toutes les organisations politiques et administratives, l'accession aux fonctions de responsabilité est l'objectif des plus ambitieux. Les campagnes nécessaires dans les fédérations pour y parvenir, les tractations inter-groupes, l'importance des cursus à parcourir, confèrent de l'importance à ces désignations, au point qu'y accéder est déjà réussir. C'est pourquoi l'organisation a tendance à s'y complaire, les débats internes à prendre la dimension de débats nationaux, les parcours individuels à passer pour des infractions graves aux règles du parti. On comprend aussi pourquoi l'irruption de Ségolène Royal, portée par le suffrage direct des adhérents à 20 euros, y a pris l'allure d'un coup d'Etat. Et pourquoi cette sorte de IV^e République éprouve encore des difficultés à conquérir le pouvoir dans la V^e.